

EDITO

Le Grand Manitou s'est fait prendre la main dans le pot de confiture. C'est malin ! Et c'est toute la tribu qui est discréditée. Non content de se faire prendre en flagrant délit, il nie (ce qu'un enfant passé cinq ans ne fais plus car il a déjà compris que c'est inutile et que nier ne ferait qu'aggraver son cas). Mais le Beau Jérôme lui nie. Faut-il être bête ! Enfin, ayant grandi par la force des choses et surtout des preuves, il avoue. Mais de quelle manière ! « Ah oui c'est vrai il y a longtemps j'avais ouvert un compte en Suisse. Mais il n'est plus mouvementé depuis longtemps, j'y avait déposé je crois 600 000,00 €, mais je ne m'en souvenais plus » Vous parlez d'une circonstance atténuante. Dans un contexte de rigueur économique,

de serrage de ceinture, de flambée du chômage, d'explosion de la pauvreté, de régression des acquis sociaux, voilà notre Beau Jérôme qui oublie l'équivalent de 25 ans de traitement d'un contrôleur des Finances Publiques en fin de carrière !!! Il y a une époque où on en a raccourci pour moins que ça. Le Beau Jérôme ne prendrait-il pas ses concitoyens pour des truffes. «Truffe», tu connais ce mot-là Jérôme? Tu en as certainement déjà mangé. Et les 600 000,00 € se transforment vite en 15 millions d'euros et de Suisse on passe en Asie, et puis, et puis d'un seul coup d'un seul la fraude fiscale, le délit (voire le crime pour un ministre du budget quand même !) tel la vilaine chrysalide se métamorphose en papillon du mensonge, en bombyx de la trahison. De gangster en col blanc, le Beau Jérôme est devenu le vilain petit canard, le sale gosse à la bouche en-

core collante de confiture qui a menti. Plus question de vol, de délit, de crime, de fraude fiscale. Il n'y a plus qu'un mensonge. Les médias du PAF tiennent leur affaire Clinton. Le vilain Jérôme a menti, c'est un sale parjure, honte sur lui ! Mais que le Beau Jérôme soit un menteur on s'en bat la feuille d'impôt. Que la Cigogne sache, les ministres français ne jurent pas sur la bible et il ne s'agit pas là d'une affaire de turlutte faite par une stagiaire sous un bureau. C'est autrement plus grave et l'attitude des divers protagonistes médiatiques et politiques confrontés à ce scandale est révélatrice de façons d'être et de réagir des plus inquiétantes.

Souvenons-nous. À commencer par les médias : télé, radio, presse écrite, toutes les «stars» du marigot journalistique qui ont pignon sur rue ou sur antenne sont tombées à bras raccourci sur Médiapart. « Plénel est un provocateur, un marchand de scoops bidonnés, Plénel est ci, Plénel est ça, il veut régler des comptes, et patati et patata » Les Pujadas, Apatie, Calvi et consorts n'avaient jamais assez de points de suspension pour exprimer leur doute sur les preuves détenues par Médiapart. Pendant trois mois, ces gens qui se disent journalistes, dont le métier est censé être l'investigation se sont faits (à mots couverts bien sûr, il ne s'agit pas non plus de faire preuve du courage de ses opinions) avocats de la défense du Puisant et ont jeté au pilori un confrère qui a commis le crime d'enquêter !

(Suite page 2)



(Suite de la page 1)

Pire de trouver et de prouver ! Et soudain, dès que les preuves du crime furent avérées, ce fut le retournement de veste général. Haro sur le Beau Jérôme qu'on s'est empressé de transformer en vilain menteur histoire de vite faire oublier que ces messieurs avaient vilipendé un journaliste qui avait fait son boulot correctement. Finalement ceux-là ce sont senti certainement encore plus trahis par le Beau Jérôme.

Et nos politiques ? Eux ont entamé un concert de cris indignés oubliant également le crime pour ne retenir que le mensonge. « Le vilain Jérôme a poignardé la classe politique dans le dos, il nous a discrédités aux yeux des citoyens. Il a apporté tant d'eau au moulin du « tous pourris » populiste des extrémistes de tout poil qu'il pourrait bien noyer la république » C'est en résumé ce qu'ont déclaré nos élus de l'opposition (non moins ravis pour autant de coller une casserole au cul du pouvoir, en ayant eux-mêmes à revendre) comme de la majorité. Et notre bon François, dit le Mou, a décidé que désormais les ministres devraient rendre public leur patrimoine. Chacun s'accorde pour trouver à juste titre la mesure croquignolesque. Et quid de la lutte contre la fraude fiscale ? Nada, que dalle, rien. On continue de nous prendre pour des Truffes.

Alors tous pourris ? Certainement pas, mais la Cigogne note que ces gens qui baignent dans les milieux du pouvoir ont oublié pour la plupart qu'ils n'y sont pas installés par le droit divin mais par les urnes ; et que leurs comportements suffisants, leurs airs supérieurs, leurs attitudes de roitelets et l'ensemble des coûteux avantages que leur fournissent leurs statuts de hauts fonctionnaires, d'élus, de ministres ne sont rien d'autre que la version « républicaine » des privilèges qui ont coûtés si chers à l'aristocratie de la fin du XVIIIème siècle.

PS : Chèr(e)s ministres, cessez donc de mettre en avant comme une vertu le fait d'être propriétaire d'un combi Volkswagen de 15 ans. Et réfléchissez : de nos jours, qui peut se permettre d'avoir une voiture vieille de 15 ans ? Ceux qui n'en n'ont pas l'utilité indispensable pour se déplacer et se rendre à leur travail comme ceux qui se sont toujours déplacés en voiture de fonction, en voiture à cocarde, etc...
Ce que vous prenez pour une vertu républicaine n'est que l'étendard de vos privilèges.

ENTENDU A LA TELE

(Lors du débat du 23 avril sur France 2 entre Jacques Attali et Jean-Luc Mélenchon)

Alors que JL Mélenchon expliquait qu'il n'y avait que deux façons de faire de la politique économique :

soit on décidait de favoriser la stabilité des prix et la rente alors on choisissait de pratiquer une politique d'austérité quitte à faire tomber l'économie du pays en récession.
soit on décidait de favoriser la relance en acceptant une légère inflation des prix en contrepartie du redémarrage de la consommation, donc de l'activité et de la création d'emploi.

À cette alternative J. Attali acquiesça en ajoutant toutefois :

« Monsieur Mélenchon si vous laissez courir l'inflation vous allez ruiner l'épargne des pauvres » (sic !)

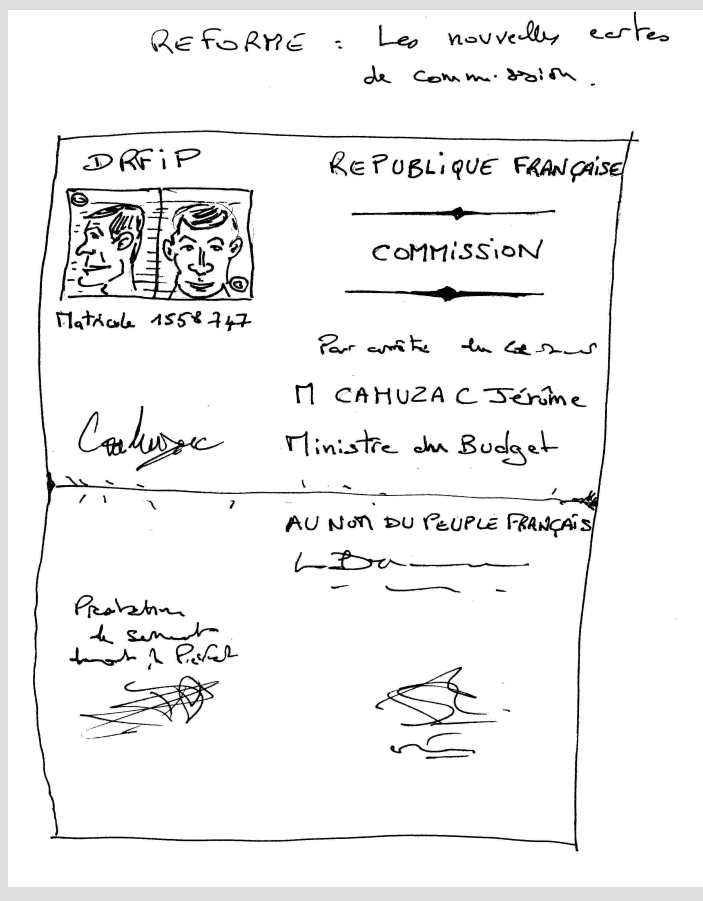
Jacques Attali, l'Attila de la pensée unique sociale démocrate, ignore la définition du mot pauvre :

un pauvre, Monsieur Attali, est justement quelqu'un qui n'a pas d'épargne.

Et ça prétend vouloir donner des conseils de gouvernance...

Avis de Recherches !

Fin 2011, les agents des SIE (Service des Impôts des Entreprises) devaient impérativement et « fissa » fournir des photos d'identité pour réactualiser ou renouveler les commissions d'emploi. Ce qui fut fait, rapidement. Depuis, pas de nouvelles desdits documents. Ce n'était pourtant pas un poisson d'avril. Où ont passé les photos ? La DRFIP a-t-elle constitué un fichier clandestin ou un trombinoscope bis ? La Cigogne mène l'enquête. Affaire à suivre ...



1er mai : Fête du Travail

Mercredi encore, les rues des grandes villes françaises, européennes ou d'ailleurs se sont égayées des cortèges ouvriers et syndicaux à l'occasion de la Fête du Travail.

« Mais le 1er mai n'est-il pas plutôt la Fête des travailleurs ? »

Petit retour dans le temps.

La fête internationale telle qu'elle est célébrée de nos jours tire son origine des combats du mouvement ouvrier pour obtenir la journée de huit heures, à la fin du XIXe siècle.

Aux États-Unis, au cours de leur congrès de 1884, les syndicats américains se donnent deux ans pour imposer aux patrons une limitation de la journée de travail à huit heures. Ils choisissent de débiter leur action le 1er mai parce que beaucoup d'entreprises américaines entament ce jour-là leur année comptable, et que les contrats ont leur terme ce jour-là. La grève générale du 1er mai 1886 est largement suivie. Ils sont environ 340 000 dans tout le pays.

Rappelons qu'en France, les syndicats ne sont autorisés que depuis la loi Waldeck-Rousseau du 21 mars 1884.

En 1889, l'Internationale ouvrière (aussi connue sous le nom de Deuxième Internationale ou Internationale Socialiste) se réunit à Paris, à l'occasion du centenaire de la Révolution française et de l'exposition universelle.

Elle décide le 20 juillet 1889 de faire de chaque 1er mai une journée de manifestation avec pour objectif la réduction de la journée de travail à huit heures (soit 48 heures hebdomadaires, le dimanche seul étant chômé).

Le 1er mai 1890, l'événement est ainsi célébré dans la plupart des pays, avec des participations diverses.

Le 1er mai 1891, pour la deuxième fois, les organisations ouvrières du monde entier se préparent à agir par différents moyens dont la grève pour l'obtention de la journée de 8 heures, conformément aux directives de l'Internationale ouvrière. En France, le contexte est plus répressif qu'il ne l'était l'année précédente.

À Fourmies, petite ville textile du Nord proche de la frontière belge tout juste sortie d'une longue grève, le patronat a menacé de licenciement les ouvriers qui arrêteraient le travail et obtenu du préfet qu'il mobilise un important dispositif de maintien de l'ordre.

En l'absence de forces spécialisées, c'est alors, en France, à l'armée qu'incombe cette mission. Deux compagnies d'infanterie ont été mobilisées. En fin de journée, 150 à 200 manifestants arrivent sur la place et font face aux 300 soldats équipés du nouveau fusil Lebel.

Les soldats tirent sur les manifestants qui tentent d'obtenir la libération de grévistes interpellés dans la matinée et emprisonnés dans la mairie.

Les affrontements se soldent par neuf morts, dont quatre jeunes femmes âgées de 17 à 20 ans et un enfant de 10 ans.

Ces morts, promus martyrs, vont devenir un symbole de la République répressive et de classe.

« Car à Fourmies, c'est sur une gamine que le Lebel fit son premier essai... »

Avec ce nouveau drame, le 1er mai s'enracine dans la tradition de lutte des ouvriers européens. Les militants épinglent une églantine écarlate, fleur traditionnelle du Nord, en souvenir du sang versé.

Le 23 avril 1919, le Sénat ratifie la journée de huit heures et fait du 1er mai suivant une journée chômée.

Le 24 avril 1941, le maréchal Pétain instaure officiellement le 1er mai comme « la Fête du Travail et de la Concorde sociale ». Ce jour devient férié, chômé et payé. L'églantine rouge, associée à la gauche, est remplacée par le muguet.

En 1947, le 1er mai devient, dans le code du travail, un jour férié chômé et payé pour tous les salariés sans conditions (mais il n'est pas officiellement désigné comme Fête du Travail). Ce n'est que le 29 avril 1948 qu'est officialisée la dénomination « Fête du Travail » pour le 1er mai.

Beaucoup à gauche voudraient que la Fête du Travail redevienne la Fête des Travailleurs, rejetant les mesures de Pétain. Par contre l'églantine rouge n'est plus vraiment une revendication, d'autant que la vente libre du muguet par tous ce jour-là donne l'occasion aux syndicats de rencontrer la population et de faire connaître leurs activités et revendications.

Aujourd'hui, la Fête des Travailleurs (toujours appelée Fête du travail par les conservateurs) est commémorée par un jour férié chômé le 1er mai dans la plupart des pays ayant institué une telle fête.



Visites de postes : constat alarmant !

Fidèles à leurs engagements de l'automne 2011, les militants de la CGT effectuent régulièrement des visites de sites et de postes sur tout le département, afin de prendre la température ambiante et de recueillir le ressenti de l'ensemble des agents de la DRFIP, un an et demi après cette fusion passée on le sait, aux forceps. Si, lors d'un passage précédent, les agents de la DGFIP nouvellement fusionnée se trouvaient encore dans un état d'attentisme bienveillant, voire confiant, cette fois les visiteurs mandatés par la section ont constaté un état de délabrement général tant au niveau des locaux que des structures, voire du moral des troupes, du réseau de proximité de la DRFIP locale. En effet, tout comme l'a brillamment exposé Thomas SCHNEIDER, le secrétaire de la section CGT FP du Haut-Rhin, lors de la récente assemblée générale de la section 67, la situation est tout aussi catastrophique dans notre département, tel est le triste constat effectué par les émissaires du syndicat.

C'est avec un certain étonnement qu'ils ont eu la surprise d'être reçus presque comme des sauveurs, de façon presque euphorique par des chefs de service visiblement impatients de s'épancher sur la situation souvent dramatique de leur poste, aussi bien sur le plan matériel que des effectifs. Et d'entendre à tel endroit, un homme visiblement las, dégoûté, exposer d'une voix blanche, les difficultés relatives à l'exécution du service du fait de la pénurie de personnel, « untel est parti, celui qui justement était chargé de l'accueil fiscal, il n'a pas été remplacé ». A un autre endroit une collègue chef de service exaspérée par le manque de moyens, « l'on ne peut plus prendre ses congés, on a du mal à remplir toutes nos missions », à quelques mètres, à côté de l'inévitable PNR MINOLTA, traînent les quelques ramettes de papier qui sont attribuées à son service pour le restant de l'année » etc. etc. Et là, au fur et à mesure des visites, on mesure la souffrance ressentie par les collè-

gues face à l'implacable logique des suppressions d'emplois et de fermeture des postes. L'interlocuteur fiscal unique, c'est oublié, c'est du passé, seule compte à présent, l'économie, même si elle paraît complètement absurde. L'on est tout proche de Molière, et de son légendaire personnage de l'Avare, Harpagon qui demande à Maître Jacques son cuisinier et cocher d'organiser un somptueux festin avec de faibles moyens. Le ridicule ne tue plus ! L'indigence est le quotidien d'agents souvent résignés. A Schirmeck, l'on apprend avec stupeur que les dégagements de fonds ne sont pas sécurisés, ils se font en pleine journée, au vu et au su de la population par un agent de la trésorerie, toujours au même endroit, bref à ses risques et périls. La porte d'entrée du site est défectueuse. La personne chargée de l'accueil du public, ne bénéficie d'aucune protection, en dépit de l'agressivité croissante d'une population de la vallée dont la paupérisation va en s'accroissant. L'on ne parle pas de la pénurie en papier A4, et.... toilettes !

A Hoerd, un jeune agent excédé a demandé et obtenu sa mutation pour le sud, il ne sera pas remplacé. Le chef de poste et sa collègue présente ce jour là sont débordés, la fatigue et l'écoeurement se lisent sur les visages. Pour les visiteurs de la CGT, pas de doute, le poste est moribond ! A Brumath, où les agents semblaient se marcher sur les pieds il y a encore un an, c'est le

désert. Au hasard des bureaux l'on croise ça et là un agent visiblement désabusé, qui se demande par quel bout commencer, et toujours ce problème récurrent de l'accueil fiscal en cas de congé.

A Schiltigheim, soupirs, lassitude, mais sourires quand même, car pour plusieurs agents, la retraite est proche. Non que le travail soit déplaisant, mais dans de telles conditions ce n'est plus possible. A Bouxwiller, au niveau sécurité c'est la grande pantalonnade, tenez-vous bien ! Si en cas d'agression il venait à l'esprit de la caissière du site d'appuyer sur le bouton d'alarme, il lui faudrait passer sur le bureau d'à côté. Oui, vous avez bien lu, le guichet voisin ! Plus drôle encore, la porte d'entrée principale ne s'ouvre plus de l'intérieur. Pour ouvrir, il faut passer la clef par la fenêtre au contribuable, qui lui se charge de l'ouverture ! Cela ne s'invente pas ! Croquignolet non ? Bonjour la sécurité ! Il reste du travail !

Le constat est général, alarmant et amer ! Comme partout en France, le DRFIP participe allègrement et sans états d'âme à la casse du service public, mais cela, la Cigogne le savait déjà. Il se trouve néanmoins que les dégâts sur les agents toujours consciencieux et accrochés à leurs missions sont énormes. Où donc est passée l'éthique de leur fière administration des Finances ?



Fournitures.

Bienheureux êtes-vous, agents des structures fixes du département, qui pour obtenir une quelconque plume d'oie, ou autre mine de carbone, allez voir votre gestionnaire de stock, qui dans sa grande bonté ouvrira les portes de Fort Knox et sans tarder répondra à vos besoins.

Car dans certaines structures éclatées (équipe de renfort par exemple), les fournitures de bureau sont envoyées dans de grandes enveloppes encore repiquées au nom d'une ancestrale direction et, si tant soit peut qu'on ait la guigne, au compte-gouttes de surcroît !



L'heure c'est l'heure.

A la date d'aujourd'hui, tous les agents de la DRFIP 67 auront normalement passé à la corvée de l'entretien d'évaluation.

Lors de ce moment stratégique annuel de la vie professionnelle, grand moment de communication et parfois de langue de bois, voire davantage, chaque collègue a eu connaissance de l'estime dans laquelle il était tenu par son ou sa supérieur(e) hiérarchique.

C'est aussi l'heure des promesses. Et vous le savez bien, ces dernières n'engagent que celles et ceux qui y croient.

Formation

La Cigogne envoie de temps à autre quelques cigogneaux dans des instances de formation. Ainsi, début avril, deux jeunes cigogneaux ont eu l'opportunité d'aller dans les locaux d'une prestigieuse Union Départementale pour une petite semaine bien remplie.

Ils ont eu le plaisir de rencontrer d'autres camarades issus d'horizons variés (métallurgie, presse, SNCF, Fonction Publique Territoriale, privés d'emploi, transports, ...)

Ils remercient chaleureusement Patrick et Cédric pour la maîtrise du stage, Albert pour les enjeux revendicatifs et le syndicalisme en Europe, Frédéric pour son histoire de la société, Lionel pour son implication empreinte d'émotion sur le syndicalisme depuis ses origines et Giovanni pour la structuration et le fonctionnement de la CGT.

Nos deux jeunes cigogneaux ont vécu une semaine riche d'émotions, de découvertes, de belles rencontres, de convivialité, de fraternité et ne peuvent qu'encourager les nichées futures à assister à cette belle formation (formation syndicale de premier niveau, ndlr).

La section CGT Finances Publiques du Bas-Rhin tient à la disposition de chacun le catalogue et le calendrier des formations syndicales organisées dans notre département.

Ceci pour vous rappeler chers adhérent(e)s, qu'il est plus que prudent de faire appel de note l'année « J » autrement dit pendant que le fer est chaud, et non l'année suivante où votre parfois trop zélé notateur aura peut-être pris la tangente (lire aura eu sa promotion).

Pensez-y, et n'hésitez pas à prendre conseil auprès de vos représentant(e)s en CAPL, c'est gratuit !

A Clarisse,

En cette belle première journée de printemps, tu nous as quittés sans prévenir, comme si tu ne voulais plus qu'on se fasse du souci pour toi et comme si tu ne pouvais plus te battre contre cette brutale maladie. Avec ton départ, c'est pour chacun de tes nombreux amis et des membres de ta famille un morceau de notre vie qui s'en va. Tout au long de ta trop courte vie, tu auras eu l'art de te faire des amis, de leur rester fidèle et surtout de cultiver avec eux une joie de vivre permanente.

Que ce soit dans le cadre de ton travail, de tes loisirs ou tout simplement de ta vie de famille, tu développais les mêmes qualités de dynamisme joyeux, d'attention discrète et surtout d'amitié permanente.

Ta disponibilité légendaire et ton refus inné des injustices t'ont ainsi vite amenée à prendre des responsabilités syndicales, et nombre de tes collègues ont fait un jour ou l'autre appel à ton dévouement, qui pour toi était naturel, et à ton expérience syndicale et professionnelle. Tu auras ainsi milité 42 ans au sein de la CGT au niveau local et national pour une société plus juste et plus humaine.

Tes nombreux amis, tu les auras également glanés au cours de tes voyages de par le monde et, à la bonne table du 6 rue des Perdreaux, on recevait des amis Chinois ou Italiens ... et même des Français de l'Intérieur pour déguster la gastronomie alsacienne. D'aucuns se souviennent des repas d'asperges après une manif du 1^{er} Mai ou des lendemains de Réveillon où l'on réveillonne une deuxième fois.

Eh oui, la vie selon Clarisse c'était aussi et surtout cette amitié bien vivace et cette façon gourmande de la faire vivre.

Nous tes amis, que tu as entourés de ta malicieuse gentillesse, sommes aujourd'hui assommés par ta disparition, mais nous n'oublierons surtout pas que tu étais avant tout une personne soucieuse d'autrui car pour toi rien n'était plus important que le bien être et le bonheur des autres.

Au revoir Clarisse.



JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom : _____ **Prénom :** _____

Grade : _____ **Indice :** _____

Adresse Administrative : _____

Adresse Personnelle : _____

Bulletin à retourner au syndicat par l'intermédiaire du correspondant local ou à :

Jean Michel CHAIRON au CFP de Drulingen

Michel BASTIAN au SIP de Haguenau